

«Le Monde: "Osons le débat sur la TVA antidélocalisation!"»

Jean Arthuis : « Osons le débat sur la TVA antidélocalisation » Le sénateur de la Mayenne annonce son ralliement à François Bayrou.

Propos recueillis par Pierre Jaxel-Truer

Pourquoi soutenez-vous François Bayrou ?

Ce qui compte, c'est de rassembler les centristes et de mettre un terme à la centrifugation commencée en 2002 et amplifiée. Notre famille est devenue largement inaudible. En 2008, j'avais pris mes distances par rapport à François Bayrou et nous étions une association qui s'est appelée Rassembler les centristes, puis Alliance centriste. L'article premier des statuts de notre parti prévoit le rapprochement le plus tôt possible dans la famille reconstituée.

Nous avons multiplié les rencontres avec le Nouveau Centre Hervé Morin et le Parti radical de Jean-Louis Borloo, sans rompre avec le Modem. Le paysage s'est clarifié dès lors que M. Borloo a renoncé à se présenter à l'élection présidentielle. J'avais dit que j'étais avec Borloo et M. Bayrou. Le rapprochement est forcément sensible avec M. Bayrou...

Je propose désormais de faire mouvement pour que se constitue un noyau de cristallisation du rassemblement. Dans l'attente d'une confédération qui ait vocation à devenir un parti politique, comme l'UDF. Une maison commune qui rassemble les centristes.

Que va-t-il se passer ?

On va créer un comité directeur avec le Modem pour animer cette maison commune. On va lui donner une consistance, travailler...

Votre « maison commune » est-elle ouverte aux membres de l'Alliance républicaine, écologiste et sociale (ARES) ?

Bien sûr. Il faut tourner les pages de 2002 et de 2007. En 2002, Jacques Chirac avait créé l'UMP en disant aux centristes : « *Soyez avec nous, vous aurez des candidats contre vous aux législatives.* » Une partie de nos amis députés nous ont quittés. En 2007, nous avons commis l'erreur de ne pas prévoir ce qui allait se passer entre les deux tours, tout en donnant après le premier tour l'impression d'une compétition, alors que la plupart des députés étaient déjà partis chez Nicolas Sarkozy. Il y a eu une faille de gouvernance.

Cette fois, nous voulons être ensemble avant l'élection présidentielle, ensemble entre les deux tours pour décider collégialement et ensemble au-delà du second tour pour présenter des candidats communs aux législatives. Il y a un François Bayrou nouveau,

Toutes les tentatives de large rassemblement lancées jusqu'ici ont été des échecs...

On voit que se dessine aujourd'hui une sorte de bipolarisation. La primaire socialiste a participé à la transformation du paysage politique. On considère que c'est une fatalité, et chacun choisira son camp, ou bien, au contraire, on pense qu'il y a des réformes qui doivent être mises en oeuvre, qui ne peuvent réussir si elles sont portées par un camp contre l'autre.

Pourquoi jugez-vous une candidature centriste nécessaire ?

Notre marqueur fondamental, c'est une exigence de vérité. La droite et la gauche ont largement pratiqué le déni de réalité. La gauche a changé. Il faut réformer les prélèvements obligatoires. C'est une illusion de laisser croire qu'il y a des impôts payés par les entreprises et des impôts payés par les ménages. Les impôts payés par les entreprises finissent par se retrouver dans le prix demandé aux ménages. Pour lutter contre la délocalisation, c'est organiser méthodiquement la délocalisation des entreprises et des emplois. D'où l'idée d'une TVA que l'on peut utiliser pour lutter contre les anti-délocalisations, ou autrement, peu importe. Qu'on ose ce débat.

Si on doit augmenter la TVA, il faut qu'elle corresponde à l'euro près à la baisse des charges sociales pesant sur les entreprises. Il faut remettre en cause la durée du travail à 35 heures. Dans la sphère publique, les 35 heures correspondent à des dépenses annuelles de 25 milliards.

Quelles idées doit porter le centre, proeuropéen, à l'heure de la crise grecque ?

J'ai honte de la gouvernance européenne. J'ai participé à la création de l'euro et à la définition du pacte de solidarité et de croissance. C'est une sorte de règlement de copropriété de la monnaie unique. La discipline budgétaire a été presque immédiatement transgressée par les Etats qui maquillaient leurs comptes. Parce qu'on avait institué un principe de souveraineté, on considérait que tout Etat membre préservait sa souveraineté souverainement sincères...

Ensuite, les banquiers, constatant que les taux d'intérêts étaient élevés sur les titres émis par la Grèce, n'ont pas hésité à soutenir l'idée que, si la Grèce était en difficulté, l'Union européenne jouerait la solidarité. C'était une assurance qui ne coûtait rien. Aidez-vous pas une façon d'aider les banques et les assurances qui ont souscrit des emprunts souverains grecs ? N'était-ce pas mieux de leur avoir prêté de prendre leurs pertes ? Si des établissements sont en difficulté, on peut les aider à se recapitaliser, quitte à ce que l'Etat prenne des participations significatives et réorienter leur politique.